

ENCORE PLUS D'IMPÔTS ET DE DETTES.



Le 8 mars

NON

AU **FONDS CLIMAT**

fonds-climat-non.ch

Jusqu'à 10 milliards
de francs de dettes
supplémentaires par an.



Le fonds climat fera augmenter les impôts

1'280 FRANCS PAR MÉNAGE

Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent clairement l'initiative pour un fonds climat.

Les groupes PLR, UDC, Le Centre et vert'libéral également. Celle-ci pèserait lourdement sur le budget de la Confédération. Jusqu'à 1% du produit intérieur brut (PIB) devrait être versé chaque année dans ce fonds, soit jusqu'à 10 milliards de francs par an dès 2030. D'ici 2050, les dépenses s'additionneraient pour former une montagne de dettes allant jusqu'à 200 milliards de francs supplémentaires.

À cela s'ajoute un point essentiel : les dettes devront aussi être remboursées un jour. Si ces dépenses étaient financées par des impôts, les ménages seraient chargés de 1'280 francs supplémentaires par an. **Ce serait de loin la plus forte hausse d'impôts en Suisse depuis l'introduction de la TVA.**



« Une politique climatique efficace est indispensable. Mais un fonds qui crée de nouvelles dettes chaque année imposerait des charges massives aux ménages et affaiblirait les priorités de l'Etat. »

SIMONE DE MONTMOLLIN
Conseillère nationale PLR

Les dettes climatiques évinceraient d'autres dépenses

MOINS D'ARGENT POUR LE SOCIAL, LA FORMATION ET LA SÉCURITÉ

Avec le fonds climat, l'endettement de la Confédération augmenterait jusqu'à 10 milliards de francs par an. Le seul paiement des intérêts coûterait des milliards supplémentaires à la Confédération.

Cela exercerait une forte pression sur les dépenses existantes dans les domaines du social, de la formation, de la sécurité, de la santé et de l'agriculture. Des prestations essentielles de l'Etat seraient menacées de coupes budgétaires.



« Le fonds climat est injuste : il pénalise les générations futures en créant de nouvelles dettes et affaiblit les instruments de politique climatique qui ont fait leurs preuves »

BENJAMIN RODUIT
Conseiller national Le Centre



« Je dis non à cette initiative. Elle créerait chaque année des milliards de nouvelles dettes à charge des générations futures, ce qui est irresponsable. La Suisse investit déjà énormément dans des politiques climatiques et est sur la bonne voie. »

NICOLAS KOLLY
Conseiller national UDC

Le fonds climat affaiblit une politique climatique efficace **UN FONDS CLIMAT COÛTEUX**

La Suisse investit déjà plus de 3 milliards de francs par an dans une politique climatique efficace. Même sans nouvel endettement, elle a nettement réduit ses émissions depuis 1990. De nouvelles dettes n'aident pas le climat : elles ne font que peser sur les générations futures, qui devront les rembourser au prix de lourds efforts.

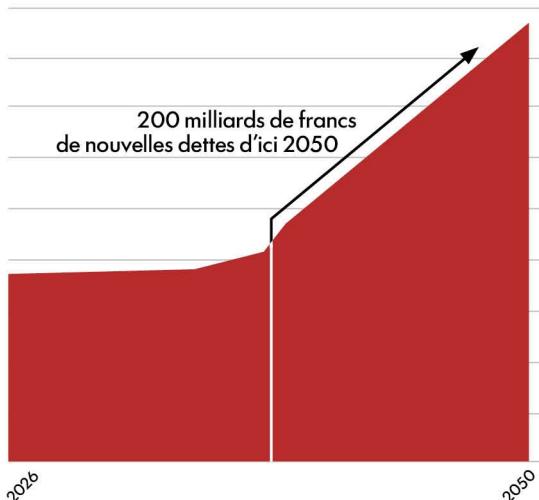
Un fonds climat qui distribuerait des subventions selon le principe de l'arrosoir évincerait les instruments efficaces existants, affaiblirait les investissements privés et créerait des incitations coûteuses et erronées.

La population a clairement confirmé, dans les urnes, la politique climatique actuelle avec l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050. Ce dont nous avons besoin, ce sont des solutions ciblées, et non un fonds climat démesuré, qui ferait exploser la dette et alourdirait la charge fiscale.

Tout sauf durable **UNE EXPLOSION DE LA DETTE**

Le fonds pour le climat entraîne une dette pouvant atteindre 200 milliards de francs supplémentaires. Les intérêts augmentent de manière exponentielle.

Source : portail de données de l'Administration fédérale des finances



NON AU FONDS CLIMAT!

La Suisse est à juste titre fière de son frein à l'endettement. Depuis 25 ans, il garantit la stabilité des finances publiques et empêche notre pays de sombrer dans un endettement incontrôlé, comme c'est le cas à l'étranger.

Le fonds climat contourne ce frein à l'endettement, mécanisme ayant fait ses preuves. C'est irresponsable et non durable. La protection du climat est importante, mais elle ne doit pas se faire au détriment des générations futures.



« Nos entreprises, comme par exemple les entreprises électriques, sont prêtes à investir en Suisse (plutôt qu'à l'étranger) pour la transition énergétique, et les faïtières mettent en place des cursus pour former les gens aux nouvelles professions. Ce qui manque ce n'est pas l'argent, ce sont des procédures moins compliquées et du personnel. »

CÉLINE WEBER

Conseillère nationale PVL



Comité «NON au fonds climat»,
c/o PLR, Les libéraux-Radicaux,
Neuengasse 20, CH-3011 Berne

Le 8 mars

NON

AU FONDS CLIMAT

fonds-climat-non.ch

PLR
Les Libéraux-Radicaux

PVL.

Le Centre

UDC
Pour une Suisse forte

economiesuisse

sgv usam

union suisse
des paysans

AVENERGY
SUISSE
Ouvrez pour la renouvelable